

La société en poche 2018.1



Zénobe Gramme Kluwer Belgium SA
Square des Conduites d'Eau 9-10, 4031 Liège
www.wolterskluwer.be

Service clientèle et adresse de correspondance :

Motstraat 30
2800 Malines
Tél. : 015 78 76 00
client.BE@wolterskluwer.com

*Éditeur responsable : Paul De Ridder,
Zénobe Gramme (bâtiment G), Square des Conduites d'Eau 9-10, 4031 Liège*

© 2018 Wolters Kluwer Belgium SA

Hormis les exceptions expressément fixées par la loi, aucun extrait de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans un fichier de données automatisé, ni diffusé, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable et écrite de l'éditeur.

D/2018/2664/315
ISBN 978-94-03-00268-2
BP/434-PI18001

Table des matières

Rédaction	3
Avant-propos	5
Partie 1^{re}	
La comptabilité et les comptes annuels	21
I	
Entreprises et critères	23
1. Critères	23
2. Comptabilité simplifiée	26
3. Comptabilité complète	26
4. Comptes annuels	27
5. Rapport de gestion	27
6. Rapport sur les paiements aux gouvernements	27
7. Rapport du réviseur	28
8. Obligation de publication	28
9. Formes particulières de sociétés	29
II	
Code de droit économique	31
1. Code de droit économique	31
1.1. Introduction	31
1.2. Livres III et XV du Code de droit économique : comptabilité des entreprises	32
2. Arrêté royal coordonné du 12 septembre 1983 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises	32
3. Obligations comptables	32
3.1. Principes fondamentaux	32
3.2. Tenue et conservation des livres	32
3.3. Sociétés particulières	36
III	
Comptes annuels	39
1. Arrêté royal coordonné du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés	39

2.	Texte coordonné de l'arrêté royal du 12 septembre 1983, déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé (M.B., 29 septembre 1983), incorporé dans l'arrêté royal d'exécution du Code des sociétés du 30 janvier 2001.	39
3.	Informations complémentaires	39
4.	Bilan social	43
4.1.	Bilan social	43
4.1.1.	Formation professionnelle continue et initiale	43
4.1.2.	Initiatives en matière de formation à caractère moins formel ou informel	45
4.1.3.	Initiatives en matière de formation professionnelle initiale	46
4.2.	Chômage avec complément d'entreprise	47
5.	Mentions et documents complémentaires	47
5.1.	Mentions	47
5.2.	Documents ajoutés	47
6.	Publicité	48
7.	Consolidation	57
8.	XBRL – Dépôt via internet	59
8.1.	Principes de base	60
8.2.	Le codage des rubriques	60
8.3.	Le signe des rubriques	60
8.4.	Les rubriques de bénéfice et de perte	60
8.5.	La présentation générale	60
9.	Aspects environnement	61
10.	Radiation d'office suite à l'article III. 42, § 1^{er}, 5^o, du CDE	62
IV		
Liste des avis de la Commission des normes comptables		63
V		
Normes internationales		65
VI		
Certificats électroniques et accès à internet		67
1.	Dépôt des comptes annuels	67
2.	My Minfin Pro	67
3.	Intervat	68
4.	Autres applications du SPF Finances	68

Partie 2	
Droit des sociétés	69
I	
Code des sociétés	71
II	
Tableaux explicatifs	75
1. Tableau comparatif SA, SCA, SPRL, SCRL et SCRI	75
III	
Autres formes de sociétés	119
1. Société de droit commun	119
2. Société momentanée	119
3. Société interne	119
4. Société en nom collectif (SNC)	119
5. Société en commandite simple (SCS)	120
6. Société privée à responsabilité limitée d'une personne (société unipersonnelle) (SPRLU)	120
7. Société privée à responsabilité limitée <i>starter</i> (SPRL-S)	121
IV	
Formes particulières d'entreprises	123
1. Sociétés étrangères	123
1.1. Introduction	123
1.2. Obligations comptables	123
1.3. Publicité	123
1.4. Mentions devant figurer sur les documents	124
2. Les sociétés à finalité sociale	125
3. Groupement européen d'intérêt économique (GEIE) et groupement d'intérêt économique (GIE)	125
3.1. GEIE	125
3.2. GIE	128
3.3. Avis de la Commission des normes comptables	131
4. Société européenne	132
V	
Administration et contrôle	133

1.	« Corporate governance »	133
1.1.	Comité de direction et comité d'audit	133
1.2.	Mandats de personnes morales	134
1.3.	Indépendance du commissaire	134
1.4.	Comité d'avis et de contrôle sur l'indépendance	139
1.5.	Assemblée générale	140
2.	Contrôle par les associés	140
3.	Contrôle externe	141
3.1.	Commissaire	141
3.2.	Contrôles divers	144
3.3.	Professionnels de la comptabilité	145
3.4.	Société européenne	146
4.	La collecte de renseignements par le tribunal de commerce	146
5.	Secret professionnel	147
5.1.	Droit de parole et obligation de s'exprimer	147
5.2.	Perquisition	148
5.3.	Saisie de banques de données	148
5.4.	Usages	148
VI		
Constitution des sociétés		149
1.	Check-list des formalités lors de la constitution	149
2.	Le plan financier	155
3.	Banque-Carrefour des Entreprises	160
4.	Actions nominatives	164
VII		
Transformation des sociétés		165
1.	Définition	165
2.	Société en nom collectif (SNC)	165
3.	Société en commandite simple (SCS)	165
4.	Société anonyme (SA)	166
5.	Société en commandite par actions (SCA)	166
6.	Société privée à responsabilité limitée (SPRL)	167
7.	Société coopérative (SC)	167

8.	Société coopérative à responsabilité illimitée (SCRI)	168
9.	Généralités	168
10.	Modification de la forme d'une société coopérative	169
VIII		
	Apports en nature	171
IX		
	Quasi-apport	175
X		
	Modification de l'objet social	177
XI		
	Assemblée générale et rapport de gestion	179
1.	Modalités pour la tenue de l'assemblée générale	179
1.1.	Société anonyme	179
1.2.	Société en nom collectif	185
1.3.	Société en commandite simple	185
1.4.	Société en commandite par actions	185
1.5.	Société privée à responsabilité limitée	185
1.6.	Sociétés coopératives	186
1.7.	Participation électronique et droit de vote	186
1.7.1.	Participation à l'assemblée générale	186
1.7.2.	Possibilités de vote	187
2.	Le rapport de gestion	188
2.1.	Introduction	188
2.2.	Contenu	188
2.3.	Destination	190
XII		
	Fusions et scissions	191
1.	Procédure	191
2.	Approbation par les assemblées générales	192
3.	Conséquences juridiques résultant de la fusion	193
4.	Protection des créanciers de la société absorbée et absorbante	194
5.	Responsabilité particulière des administrateurs/gérants de la société absorbée	194

6.	L'opération de fusion peut également être annulée	195
7.	Autres formes de fusion et de scission prévues par la loi	195
8.	Importance de la législation en matière de fusions et scissions de sociétés	196
9.	Échange d'actions	196
10.	Scission partielle	197
11.	Traitement comptable des fusions et scissions	197
12.	Scission simplifiée	197
13.	Fusion silencieuse	197
14.	Exemptions en matière de rapports spéciaux	198
 XIII		
	Appports d'une universalité de biens ou d'une branche d'activités	199
1.	Différences essentielles avec les opérations de fusion et de scission	199
2.	Procédure	199
3.	Approbation par l'assemblée générale	200
3.1.	Approbation par la société apporteuse	200
3.2.	Approbation par la société bénéficiaire	200
4.	Conséquences juridiques	200
5.	Protection des créanciers	200
6.	Régime dérogatoire	201
7.	Apport d'une branche d'activité par une personne physique	201
8.	Cession d'une branche d'activité ou d'une universalité	201
9.	Attestation fiscale en cas de cession d'un fonds de commerce	202
 XIV		
	Entreprises en difficulté, liquidation et dissolution, réorganisation judiciaire, faillite	203
1.	Entreprises en difficulté	203
1.1.	Définition – notion	203
1.2.	Obligations comptables	203
1.3.	Rapport	204
1.4.	Expert-comptable gérant	205
1.5.	Restructuration et licenciement	206

2.	Liquidation	206
2.1.	Liquidation volontaire et dissolution	206
2.2.	Assemblée générale extraordinaire	206
2.3.	Liquidateurs	207
2.4.	Comptes annuels	208
2.5.	Clôture de la liquidation	208
2.6.	Publications	209
2.7.	Comptes annuels du dernier exercice	209
3.	Continuité des entreprises	210
3.1.	Collecte des données	210
3.2.	Chambres d'enquête commerciale	211
3.3.	Mesures conservatoires	211
3.4.	Accord amiable	212
3.5.	Réorganisation judiciaire	212
3.6.	Fin anticipée et clôture de la procédure	216
3.7.	Réorganisation judiciaire par accord amiable	216
3.8.	Réorganisation judiciaire par accord collectif	216
3.9.	Réorganisation judiciaire par transfert sous autorité de justice	219
4.	Faillite	221
4.1.	Qui ?	222
4.2.	Déclaration de faillite	222
4.3.	Administrateur provisoire	222
4.4.	Déclaration	222
4.5.	Juge-commissaire	223
4.6.	Date de cessation de paiement	224
4.7.	Gestion et liquidation de la masse faillie	224
4.8.	Déclaration et vérification des créances	225
4.9.	Créances non signalées	226
4.10.	Clôture de la faillite par manque d'actifs	226
4.11.	Liquidation de la faillite	227
4.12.	Excusabilité	228
4.13.	Les différents types de créanciers et leurs droits	228
4.14.	Distribution aux créanciers	229
4.15.	Faute grave, fraude et blanchiment	229
4.16.	Déclaration d'insaisissabilité de la résidence principale	229
5.	Curateur	230
5.1.	Désignation	230
5.2.	Justification	230
5.3.	Honoraires et frais	230
6.	Abus de biens sociaux	232

7.	Insolvabilité internationale	233
XV		
Offre de reprise		235
XVI		
Aperçu des rapports		239
Partie 3		
Fiscalité (I. soc.)		251
I		
Impôt des sociétés : sociétés assujetties		253
1.	Principes	253
1.1.	Assujettissement	253
1.2.	Définitions	253
1.3.	PME	253
2.	Exceptions	254
3.	Régimes particuliers	255
II		
Bénéfices et recettes imposables		257
1.	Bénéfice	257
1.1.	Introduction	257
1.2.	Définition	257
1.3.	Dérogation au principe d'annualité (art. 361 C.I.R. 92)	258
1.4.	Subsides en capital (art. 362 C.I.R. 92)	258
1.5.	Escompte (art. 363 C.I.R. 92)	258
1.6.	Particularités	259
2.	Accroissement de l'actif	260
2.1.	Principe	260
2.2.	Exonération	260
2.3.	Régime de la taxation différée pour les immobilisations incorporelles ou corporelles (taxation étalée)	261
2.4.	Régime des plus-values réalisées sur les actions ou parts (art. 192 C.I.R. 92)	262
2.5.	Régime des plus-values pour véhicules écologiques	263
2.6.	Exonération des plus-values réalisées sur des bateaux de navigation intérieure	263
2.7.	Exonération des primes pour recherche et développement	265
2.8.	Exonération du soutien à l'expansion	265
2.9.	Exemption des primes à l'emploi régionales	265

2.10.	<i>Exit tax</i>	266
2.11.	Image fidèle et valeur d'acquisition	266
3.	Réserve d'investissement	266
4.	Revenus mobiliers – dividendes	268
5.	Intérêts et royalties	269
6.	Revenus définitivement taxés (R.D.T.) et revenus mobiliers exonérés (R.M.E.) (art. 202 à 205 C.I.R. 92)	270
7.	Réductions de valeur et provisions	273
7.1.	Généralités	273
7.2.	Réductions de valeur (art. 22 A.R. C.I.R. 92)	274
7.3.	Provision pour risques et charges (art. 24 A.R. C.I.R. 92)	274
7.4.	Pseudo-consolidation fiscale	275
III		
Frais professionnels et déduction		277
1.	Les frais professionnels	277
1.1.	Définition	277
1.2.	Liste des frais professionnels déductibles	277
1.3.	Particularités en matière d'amortissements	278
1.4.	Repas	279
1.5.	Chèque sport/culture	282
1.6.	Éco-chèque	282
2.	Dépenses non admises	283
2.1.	Impôts non déductibles	283
2.2.	Les amendes, confiscations et pénalités de toute nature	284
2.3.	Pensions et cotisations de pension non déductibles	284
2.4.	Frais de voiture et moins-values sur les véhicules	285
2.5.	Frais de représentation non déductibles	286
2.6.	Frais de vêtements non spécifiques	287
2.7.	Avantages sociaux	287
2.8.	Libéralités	288
2.9.	Les réductions de valeur et moins-values sur les actions ou parts	289
2.10.	Reprises d'exonérations antérieures	289
2.11.	Autres dépenses non admises	290
2.12.	Tableau des dépenses déductibles et non admises	291
3.	Dépenses exagérées	294
3.1.	Intérêts exagérés	294
3.2.	Limitation des intérêts considérés comme des charges	295
3.3.	Avantages anormaux ou bénévoles	295

3.4.	Règle Thin Cap	296
3.5.	Déduction d'intérêts – ATAD	296
4.	Déduction extracomptable	297
4.1.	Déduction pour investissement (art. 68 à 77)	297
4.2.	Engagement de personnel (art. 67 C.I.R. 92)	304
4.3.	Exonération pour personnel supplémentaire	304
4.4.	Stage en entreprise	305
4.5.	Exemption pour passif social	305
4.6.	Déduction pour transport collectif	305
4.7.	Capital à risque	306
4.8.	Déduction pour revenus de brevets	309
4.9.	Déduction pour revenus d'innovation	312
4.10.	Réduction d'impôt pour l'acquisition de véhicules électriques neufs	314
5.	Dépenses soumises à une taxation spéciale sauf si certaines conditions fiscales, quant à la forme, sont respectées	314
6.	Pertes antérieures	316
6.1.	Principes	316
6.2.	Prise ou changement du contrôle d'une société	316
6.3.	Récupération des pertes de la société par les dirigeants d'entreprise – personnes physiques (art. 53, 15°, C.I.R. 92)	317
6.4.	Récupération de pertes d'établissements étrangers	317
7.	Avantages anormaux ou bénévoles	317
IV		
Calcul de l'impôt		319
1.	Taxation ordinaire	319
1.1.	Taux jusqu'à l'exercice d'imposition 2018 compris	319
1.2.	Taux des exercices d'imposition 2019 et 2020	320
1.3.	Taux des exercices d'imposition 2021 et suivants	320
2.	Versements anticipés (art. 157 et 218 C.I.R. 92)	320
2.1.	Principe	320
2.2.	Revenus soumis à la majoration	321
2.3.	Taux et calcul de la majoration	321
2.4.	Possibilité d'éviter la majoration	322
2.5.	Calcul des avantages en cas de V.A.	323
2.6.	Comment procéder aux versements anticipés ?	324
2.7.	Cas particuliers	325
2.7.1.	Calcul du bénéfice	325
2.7.2.	Cas particulier	326
2.8.	Réaffectation des versements anticipés	328

3.	Précompte mobilier (à partir du 1^{er} janvier 2017)	329
3.1.	Généralités	329
3.2.	Dividendes VVPR <i>bis</i>	329
3.3.	Liquidation interne	330
3.4.	Réserve de liquidation	330
3.5.	Participation des travailleurs	331
3.6.	Exonération du précompte mobilier	332
4.	Impôt de crise	333
5.	Les impôts différés	333
6.	Crédit d'impôt pour recherche et développement (art. 289<i>quater</i> C.I.R. 92)	334
7.	Cotisation spéciale sur dépenses non justifiées (art. 219)	336
8.	Cotisation distincte pour insuffisance de rémunération minimale à un de ses dirigeants (art. 219<i>quinquies</i> C.I.R. 92)	338
9.	Cotisation des sociétés	338
10.	<i>Fairness Tax</i>	339
V		
	Mesures spéciales	341
1.	Mesures destinées à lutter contre la fraude fiscale	341
1.1.	Entre sociétés belges (art. 79 et 207)	341
1.2.	Entre sociétés belges et étrangères (art. 26, 54 et 344)	341
1.3.	Prix de transfert	342
1.4.	Dispositifs hybrides	344
1.5.	<i>Controlled Foreign Corporations (CFC)</i>	345
2.	<i>Rulings</i> (art. 345 C.I.R. 92)	345
3.	Secteurs	347
3.1.	Marine marchande	347
3.2.	Pêche en mer	347
3.3.	Œuvres audiovisuelles	347
3.4.	Arts de la scène	349
4.	Blanchiment d'argent	349
4.1.	Définitions	349
4.2.	Argent liquide	350
4.3.	Opérations au comptant	351
4.4.	Obligations	351
4.5.	Vigilance	352
4.6.	Obligation de conservation	352

4.7.	Obligation d'information	352
4.8.	C.T.I.F.	353
5.	Sociétés d'encaissement	353
VI		
	Problèmes particuliers	355
1.	Acquisition d'actions propres	355
2.	Dissolution et partage	356
2.1.	Principes comptables	356
2.2.	Principes fiscaux	356
3.	Fusion et scission (art. 210 à 214 C.I.R. 92)	357
3.1.	Principes	357
3.2.	Déclaration	362
4.	Transformation	362
5.	Apport d'universalité	363
6.	Transfert du siège social	363
7.	Plus-values internes	364
VII		
	Déclaration et contrôle	367
1.	Déclaration	367
2.	Investigations et contrôle	368
3.	Droit de rétention	370
4.	Procédure d'imposition	370
5.	Litiges	371
5.1.	Réclamation et dégrèvement	371
5.2.	Procédure judiciaire	372
5.3.	Service de conciliation fiscale	373
5.4.	<i>Una via</i>	375
6.	Délais d'imposition	376
6.1.	Délai ordinaire	376
6.2.	Délai prolongé de trois ans	376
6.3.	Délai prolongé de sept ans	376
6.4.	Délais de prescription	377
6.5.	Délais spéciaux d'imposition	377

Partie 4	
Divers	379
I	
Délai de conservation des archives	381
II	
Frais divers	387
1. Frais de notaire	387
1.1. Honoraires d'actes	387
1.2. Frais fixes	389
2. Droits d'enregistrement	390
2.1. En cas d'apports en nature	390
2.2. Acquisitions, hypothèques, etc.	391
2.3. Droit fixe	391
3. Publication dans les Annexes au <i>Moniteur belge</i>	391
3.1. Publication des avis	393
4. Banque-Carrefour	393
III	
Coefficients, forfaits et taux fiscaux les plus courants	395
1. Impôts des sociétés et versements anticipés	395
1.1. Taux I. soc.	395
1.2. Majoration % par trimestre et bonification par trimestre	396
2. Déduction pour investissement	396
3. Avantages de toute nature	397
3.1. Prêts hypothécaires et autres	397
3.2. Indemnité kilométrique forfaitaire	397
3.3. Disposition gratuite d'immeuble et autres évaluations d'avantages domestiques	401
3.4. Disposition gratuite d'une seule pièce	401
3.5. Fourniture gratuite du chauffage et de l'électricité utilisée à des fins autres que le chauffage	401
3.6. Disposition gratuite de domestiques, ouvriers domestiques, jardiniers, chauffeurs, etc.	402
3.7. Intervention dans l'achat d'une configuration de PC	402
3.8. Parts bénéficiaires convertibles	403
3.9. Avantages octroyés à des tiers	403
4. Revenus immobiliers	403

4.1.	Indexation ou revalorisation des revenus cadastraux	403
4.2.	Coefficient de revalorisation level 1 = "Coefficient de revalorisation"	404
5.	Charges professionnelles forfaitaires	404
5.1.	Employés, titulaires de professions libérales	404
5.2.	Dirigeant d'entreprise	404
5.3.	Forfait pour longs déplacements	405
5.4.	Forfait relatif à des séjours à l'étranger	405
5.5.	Forfait déplacements de service en Belgique	405
6.	Provision pour pécules de vacances	406
IV		
Facilité d'escompte et facilité de dépôt BCE		407
V		
Indice des prix à la consommation et indice santé (2013 et 2004)		409
VI		
Tableau d'actualisation		411
VII		
Taux de change		417
Partie 5		
Annexes		419
Code de droit économique du 28 février 2013 (M.B., 29 mars 2013 (première éd.))		421
Arrêté royal du 12 septembre 1983 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises (M.B., 28 septembre 1983)		431
Arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés (M.B., 6 février 2001, <i>Errat.</i> , M.B., 27 février 2001 (deuxième éd.))		435
Arrêté royal du 12 septembre 1983 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé (M.B., 29 septembre 1983)		561
Code des sociétés du 7 mai 1999 (M.B., 6 août 1999 (deuxième éd.))		603